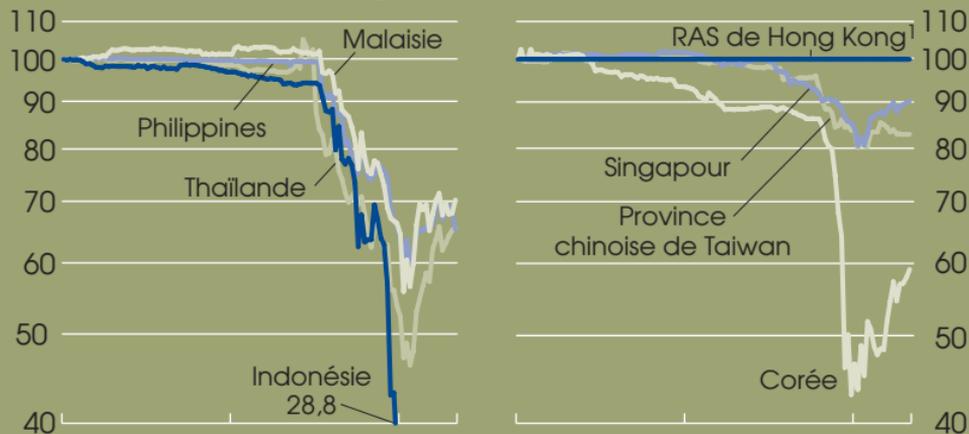


Économies asiatiques (échantillon) : taux de change bilatéraux vis-à-vis du dollar E.U. et cours des actions

(En dollar par unité monétaire; échelle logarithmique; 5 janvier 1996 = 100)

Taux de change bilatéraux vis-à-vis du dollar



Cours des actions

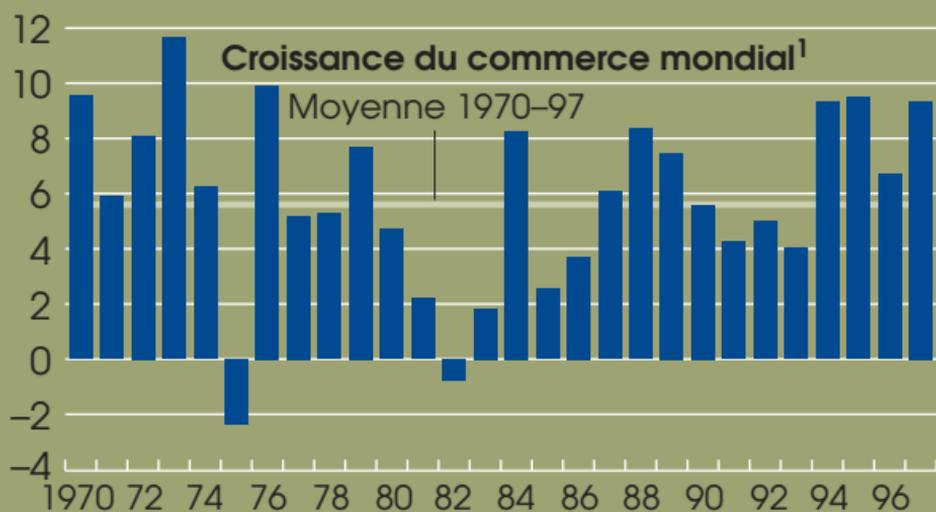
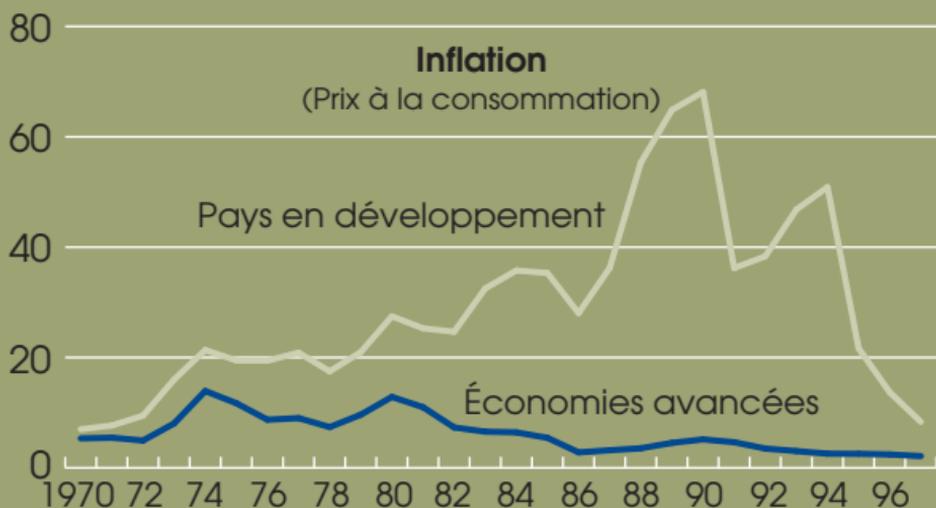
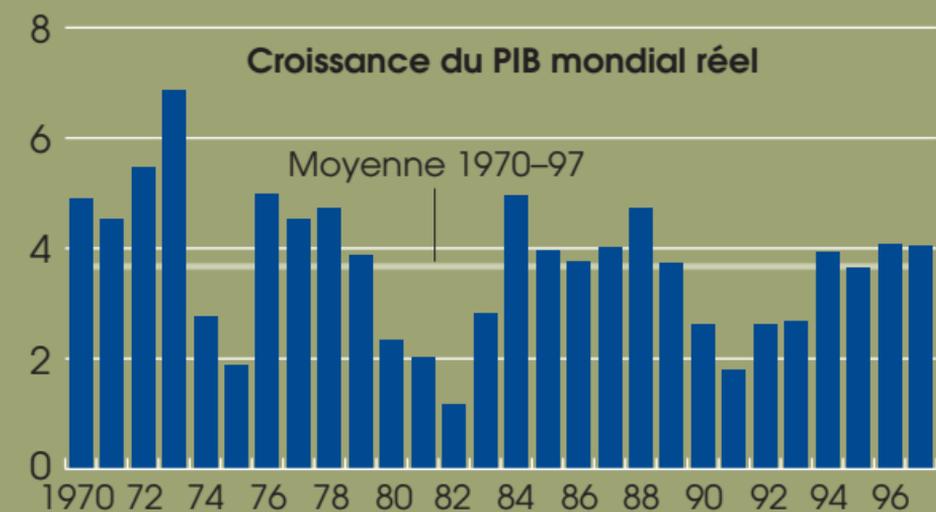


Sources : Bloomberg Financial Markets, LP, Société financière internationale, Reuters.

¹Rattachement au dollar.

Indicateurs mondiaux

(Variation annuelle en pourcentage)

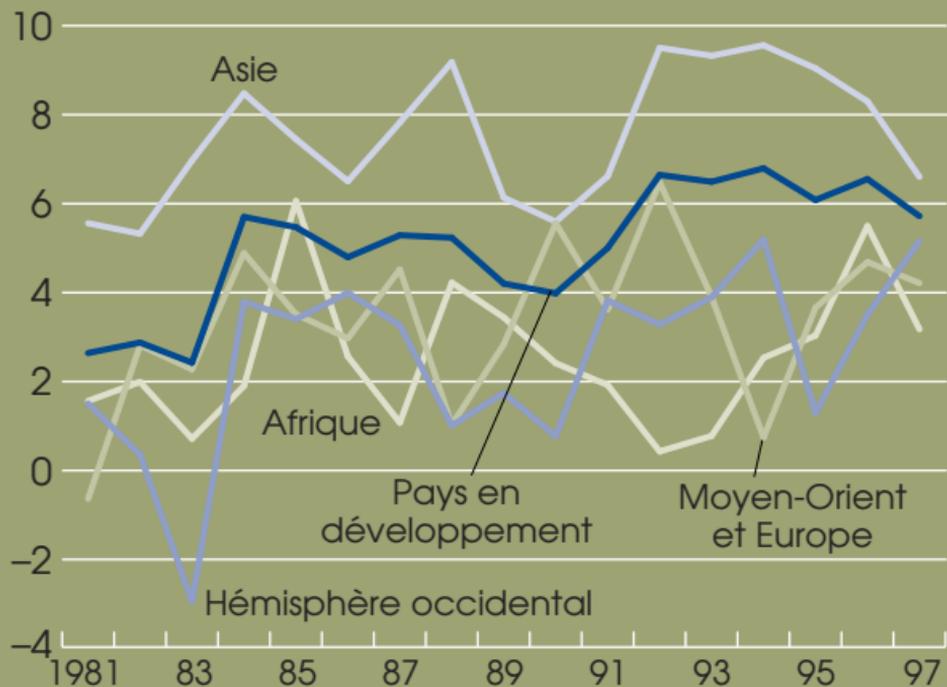


¹Biens et services, en volume.

Graphique 3

Pays en développement : PIB réel

(Variation annuelle en pourcentage)



L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés

Première étape

- Le *Club de Paris* procède à un rééchelonnement de flux aux conditions de Naples, c'est-à-dire du service de la dette admissible arrivant à échéance au cours de la période de consolidation de trois ans, la réduction pouvant atteindre 67 % de la valeur actuelle nette des échéances de la dette admissible.
- Les *autres* créanciers bilatéraux et les créanciers commerciaux accordent des conditions au moins comparables.
- Les *institutions multilatérales* continuent d'appuyer l'ajustement dans le cadre de programmes soutenus par le FMI et la Banque mondiale.
- Le pays établit de bons antécédents pendant une première période triennale (les antécédents antérieurs peuvent être pris en compte).

Prise de décision

Rééchelonnement final

- L'opération réalisée par les créanciers du Club de Paris sur le stock de la dette aux conditions de Naples (la réduction peut atteindre 67 % de la valeur actuelle de la dette admissible) et les conditions comparables accordées par les autres créanciers bilatéraux et les créanciers commerciaux sont jugées suffisantes pour que la dette du pays soit tolérable à la fin du processus — le pays n'est pas admis à bénéficier de l'Initiative en faveur des PPTÉ.

Pays admissibles

- L'opération consentie par le Club de Paris sur le stock de la dette (conditions de Naples) n'est pas jugée suffisante pour que la dette totale du pays devienne tolérable à la fin du processus — le pays demande à bénéficier d'une aide supplémentaire dans le cadre de l'Initiative et le FMI et la Banque mondiale déterminent s'il est admissible à recevoir cette aide.

Cas limites

- Dans les cas limites, c'est-à-dire lorsqu'une opération sur le stock de la dette aux conditions de Naples risque de ne pas être suffisante pour que l'endettement soit tolérable à la fin du processus, le pays bénéficiera de nouveaux rééchelonnements de flux aux conditions de Naples.

Deuxième étape

- Le *Club de Paris* réduit la dette à des conditions plus concessionnelles que celles de Naples (la réduction peut atteindre 80 % de la valeur actuelle de la dette).
- Les *autres* créanciers bilatéraux et les créanciers commerciaux accordent des conditions au moins comparables.
- Les *donateurs et les institutions multilatérales* accroissent leur aide au moyen de mesures temporaires.
- Le pays enregistre de nouveau de bons résultats dans l'application de programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale.

- *Si*, à la fin du processus, la situation est meilleure que prévu, ou correspond aux prévisions, le pays bénéficiera d'une opération sur le stock de la dette aux conditions de Naples que lui accordera le Club de Paris, ainsi que de conditions comparables de la part des autres créanciers bilatéraux et des créanciers commerciaux.

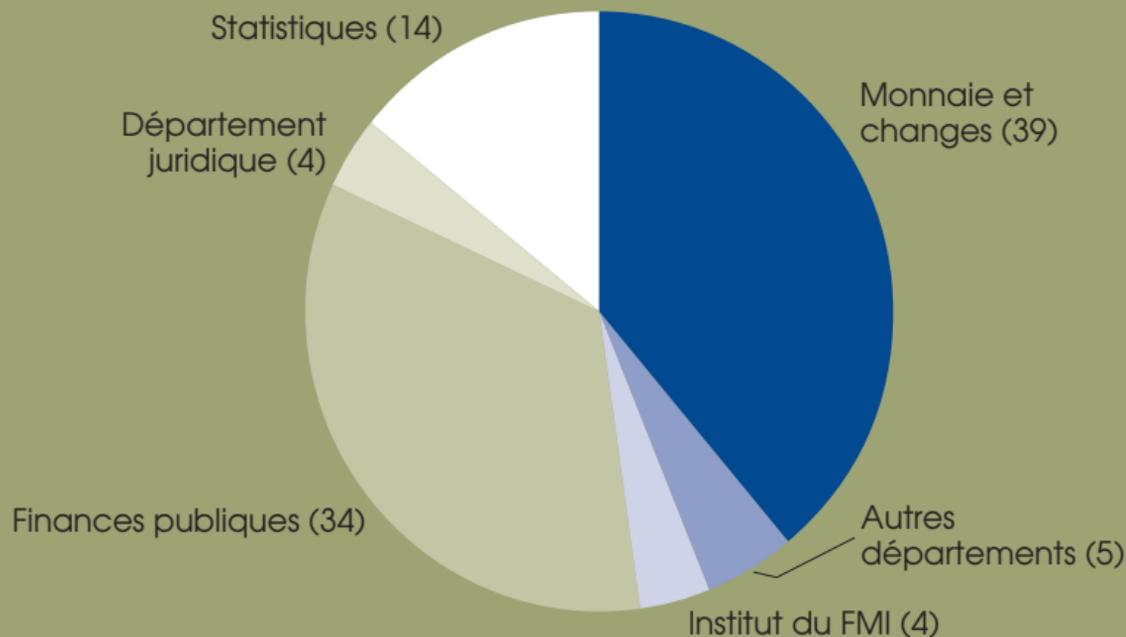
Fin du processus

- *Tous les créanciers* coordonnent leur action de manière à fournir des concours suffisants pour ramener la dette du pays à un niveau tolérable.
- Le *Club de Paris* réduit encore le stock de la dette, la réduction pouvant atteindre 80 % de la valeur actuelle nette de la dette admissible.
- Le stock de la dette bénéficie de conditions au moins comparables de la part des autres créanciers bilatéraux et des créanciers commerciaux.
- Les *institutions multilatérales* prennent des dispositions pour réduire la valeur actuelle nette de leurs créances, en tenant compte de l'aide accordée par les autres créanciers et de leur propre statut de créancier privilégié.

- *Si*, à la fin du processus, la situation est plus mauvaise que prévu, le pays pourra bénéficier, dans le cadre de l'Initiative en faveur des PPTÉ, d'une aide supplémentaire qui devrait lui permettre de sortir d'un endettement intolérable.

Ventilation de l'assistance technique, 1997/98

(En pourcentage des ressources en années-personnes effectives)¹

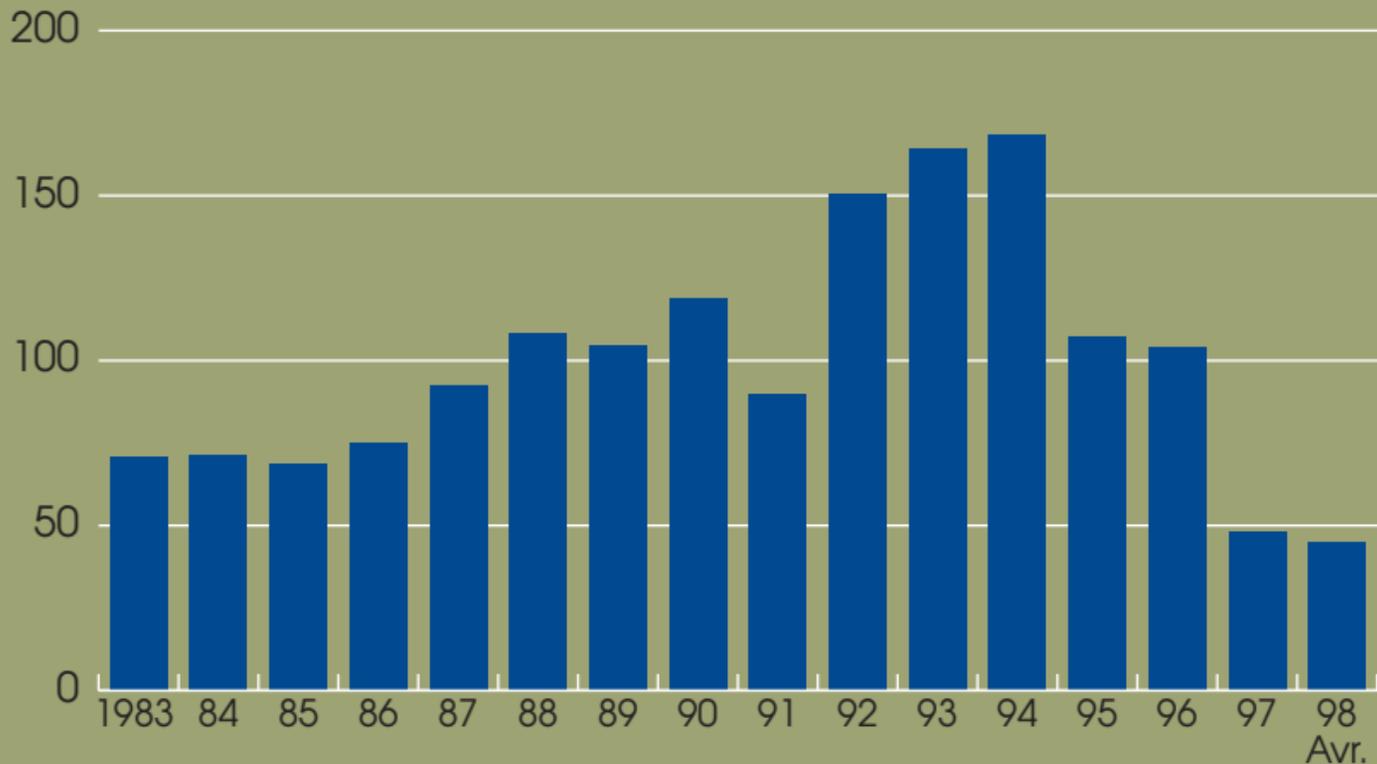


¹Une année-personne effective d'assistance technique correspond à 260 jours. Le chiffre de l'Institut du FMI ne tient pas compte de la formation assurée ou coordonnée par l'Institut au siège.

Graphique 6

Ratio de liquidité du FMI, 1983–98

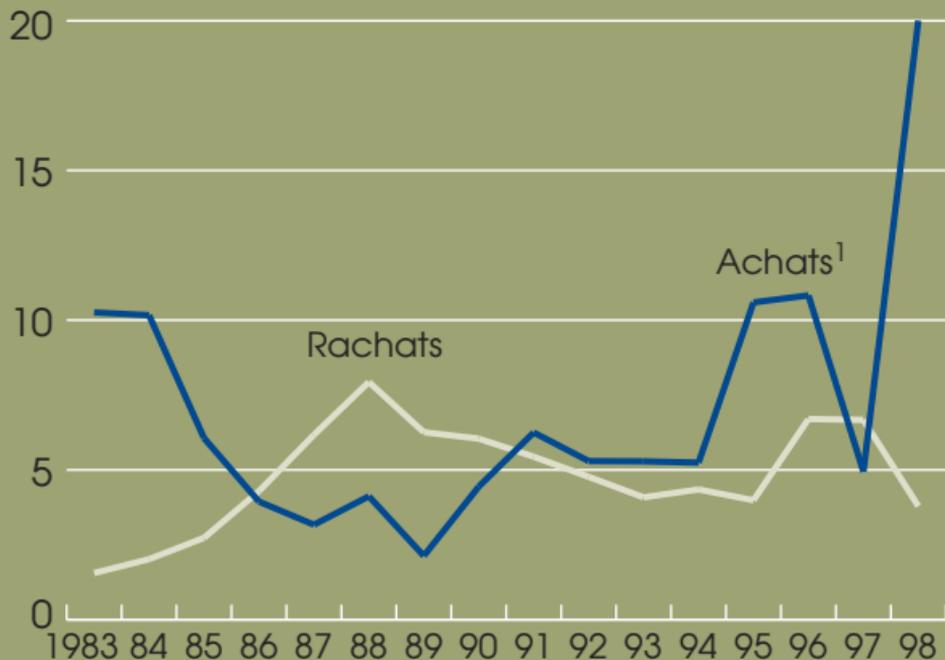
(Pourcentages; fin décembre)



Graphique 7

Achats et rachats, exercices clos les 30 avril 1983–98

(Milliards de DTS)

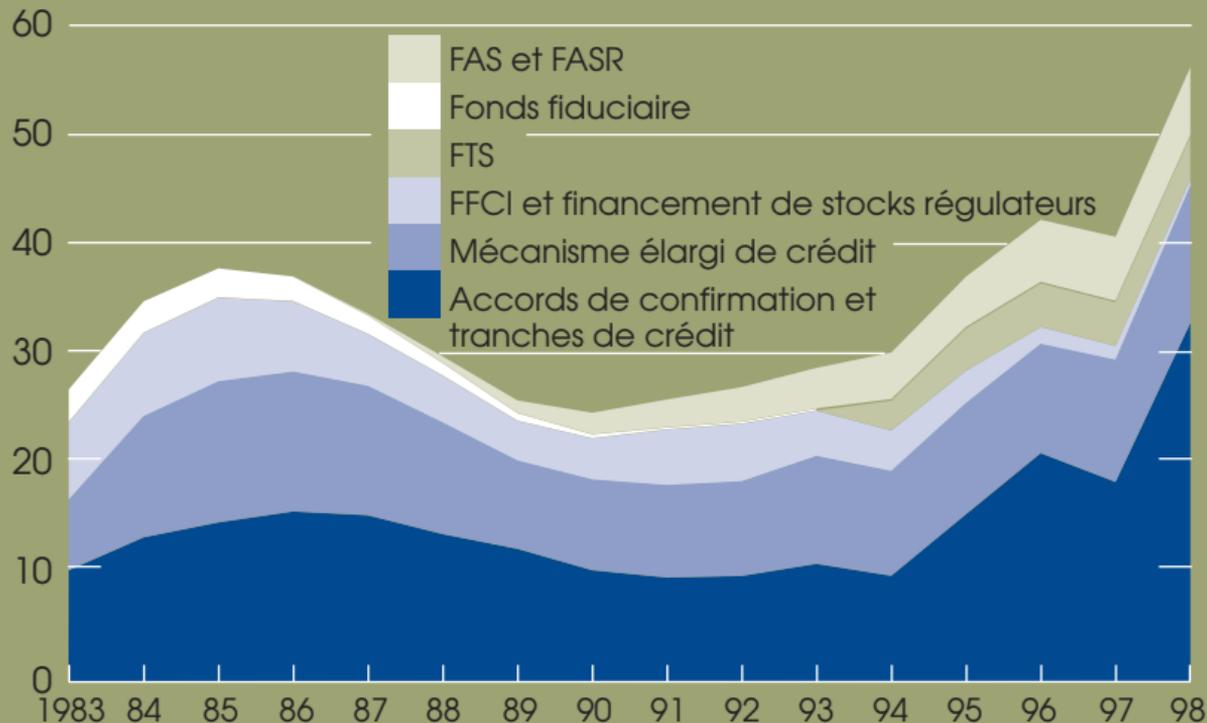


¹Non compris les achats dans la tranche de réserve.

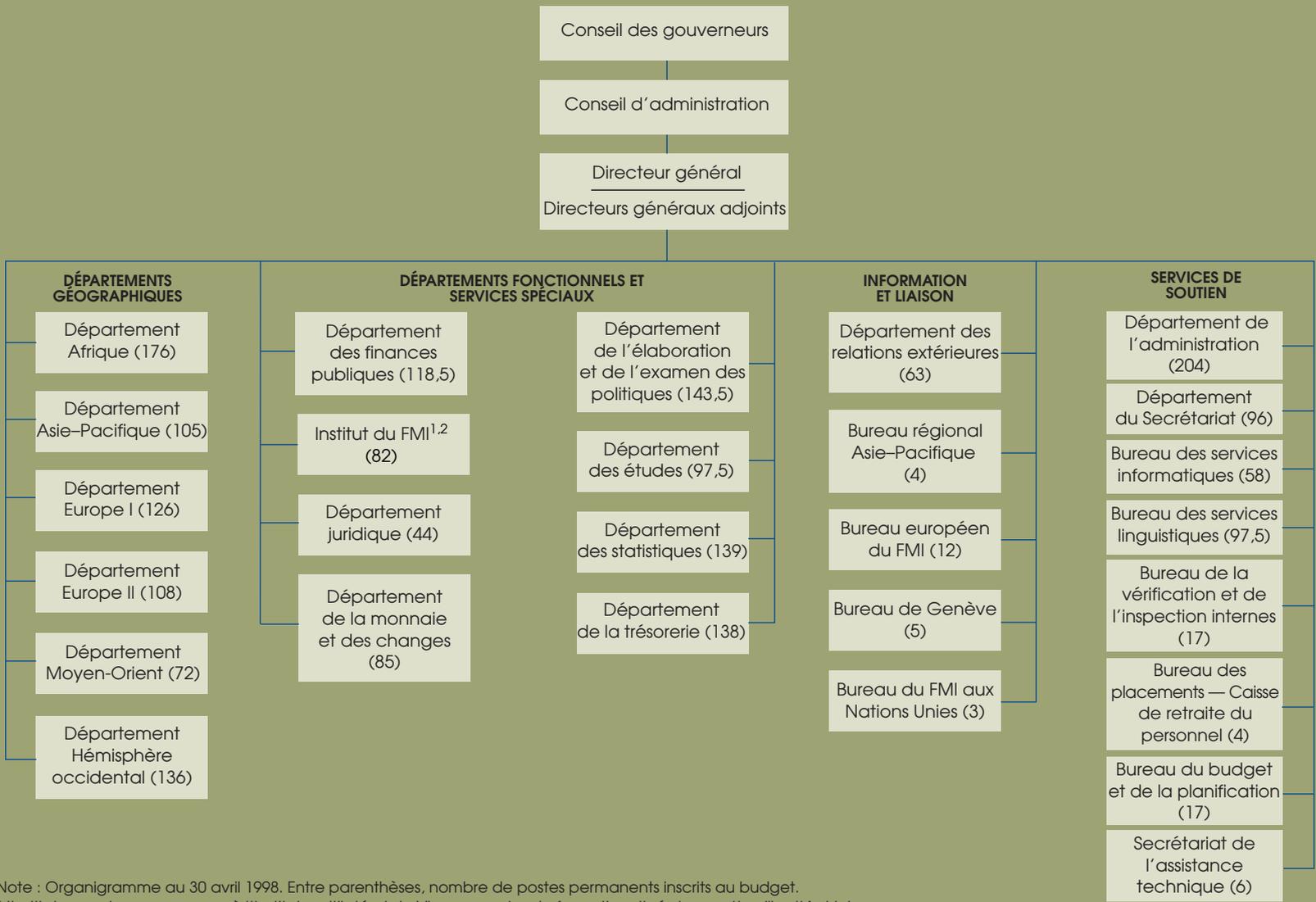
Graphique 8

Encours total des crédits accordés par le FMI aux États membres, exercices clos les 30 avril 1983–98

(Milliards de DTS)



Fonds monétaire international : organigramme



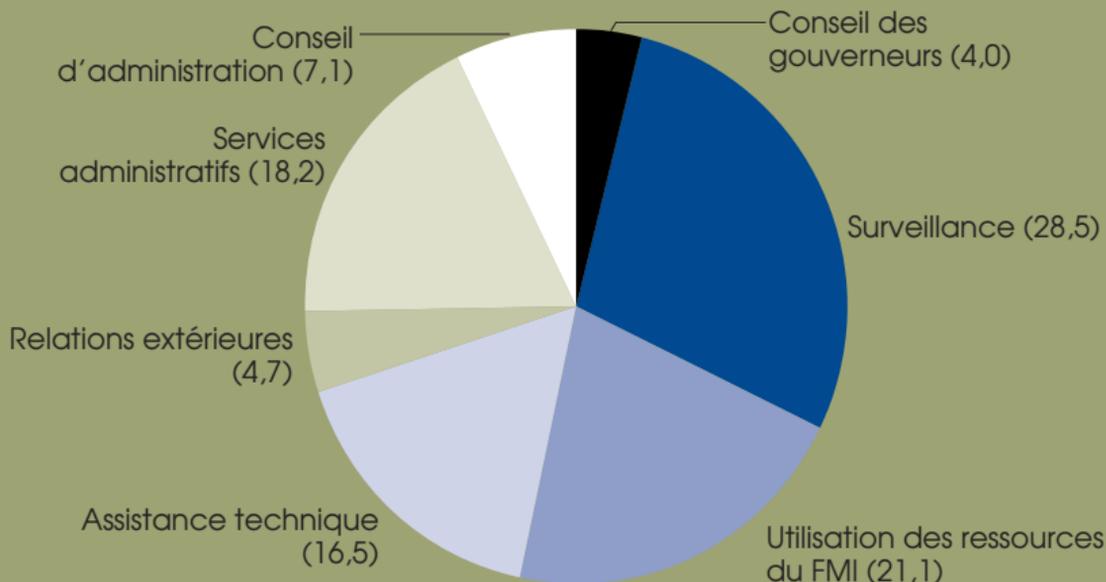
Note : Organigramme au 30 avril 1998. Entre parenthèses, nombre de postes permanents inscrits au budget.

¹L'Institut apporte son concours à l'Institut multilatéral de Vienne, centre de formation situé dans cette ville d'Autriche.

²L'Institut régional de Singapour, entré en activité en mai 1998, bénéficie du concours de l'Institut du FMI.

Coûts estimés des principales activités, exercice 1998

(Pourcentages)

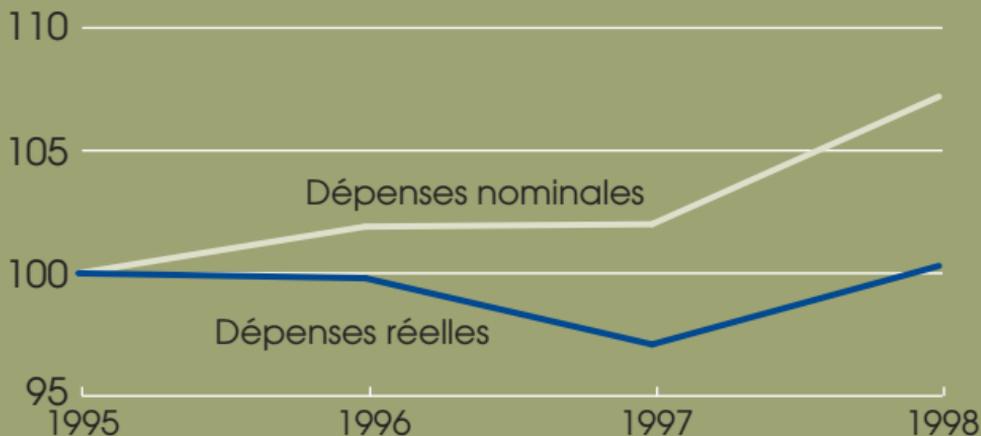


Note : Chiffres établis sur la base des dépenses effectives de l'exercice 1998. Les coûts imputés à la supervision générale, au recyclage et à la formation professionnelle et aux congés ont été répartis proportionnellement entre les diverses catégories. Les chiffres étant arrondis, ils se peut que la somme des composantes ne corresponde pas au total.

Graphique 11

Dépenses administratives, exercices 1995–98

(Exercice 1995 = 100)



Note : Les dépenses administratives réelles ont été calculées sur la base de l'IPC-U (indice des prix à la consommation en zone urbaine) pour Washington, la Virginie et le Maryland (source : U.S. Bureau of Labor Statistics). Il convient de noter que cet indice repose sur des pondérations qui ne reflètent pas la structure de l'ensemble des dépenses administratives du FMI. Si les dépenses du FMI étaient utilisées pour les pondérations, la hausse globale des prix serait plus importante que celle calculée à partir de l'IPC-U, et le niveau des dépenses réelles pour les exercices 1995–98 serait en conséquence moins élevé.